

Sujet : [INTERNET] Dossier SARL Warembourg à Steenwerck

De : Alain Dubois <alain07dubois@gmail.com>

Date : 06/10/2020 17:43

Pour : pref-installations-classees@nord.gouv.fr

Monsieur le Préfet,

Je vous prie de trouver ci-joint les observations et propositions écrites de l'association des Acteurs Régionaux du Développement Durable concernant dans le cadre de l'enquête publique concernant le dossier présenté par la SARL Warembourg à Steenwerck pour un projet de poulailler industriel.

Vous en souhaitant bonne réception,

Sincères salutations

Alain Dubois

Président des Acteurs Régionaux

du Développement Durable

06 08 47 14 88

—Pièces jointes :—

Avis Poulailler vers déf.pdf

30 octets



**Avis de l'Association des
Acteurs Régionaux du Développement Durable sur le
projet d'élevage de volailles de chair de 117 600
emplacements de la SARL et Fils à Steenwerck (59)**



Pref-installations-classees@nord.gouv.fr

Madame la commissaire enquêtrice – mairie de Steenwerck 59181 – 27 Grand Place



25 septembre 2020

L'association des Acteurs Régionaux du Développement Durable (ARDD) estime, compte tenu des urgences qui se font jour en matière de transition écologique et de lutte contre le réchauffement climatique, que le projet d'élevage de volailles de chair de 117 600 emplacements de la SARL Warembourg et Fils à Steenwerck doit aujourd'hui prendre en compte l'ensemble des décisions qui ont été prises durant les dernières années, notamment en matière d'imperméabilisation des sols, de protection de l'eau, de bruit, de pollution de l'air, de réchauffement climatique.

Les documents mis à disposition dans le dossier d'enquête publique doivent permettre d'identifier et de mesurer précisément l'importance des impacts du projet en matière d'environnement et démontrer que les actions correctives correspondent au respect de la réglementation.

L'ARDD limite son avis sur les aspects suivants : Adaptation du projet au regard des politiques menées au niveau international, européen, national et territorial - Imperméabilisation des espaces naturels et consommation d'espace – Ressources en eau et milieux humides - Milieux naturels et biodiversité — risques naturels - Qualité de l'air – Enjeux liés au réchauffement climatique.

Suite à l'analyse du projet et au regard des différentes politiques menées dans les domaines précités, tant au niveau européen, national et territorial, l'ARDD demande le gel du projet et émet un avis négatif jusqu'à ce que des études complémentaires apportent la preuve que le projet envisagé ne contribue pas à une augmentation de la pollution de l'air, des sols et de l'eau, et que des compensations en termes d'espaces naturels soient apportées du fait de l'imperméabilisation de plus de 5500 m².

Le détail des demandes de l'ARDD (en zone grisée) est précisé ci-après en fonction des chapitres touchants aux exploitations environnantes, à l'artificialisation et consommation d'espace, à la protection de l'eau et des milieux humides, aux milieux naturels et à la biodiversité, à la qualité de l'air et au réchauffement climatique et au bruit.

Alain Dubois
Président des Acteurs Régionaux
du Développement Durable

Adaptation du projet au regard des exploitations environnantes

Dans son avis portant sur le projet, la mission régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) souligne, dans son paragraphe II.2 consacré à l'articulation du projet avec les plans et programmes et autres projets connus, qu'« une vingtaine d'installations classées pour la protection de l'environnement soumis à autorisation ou enregistrement sont présentes dans un rayon de 3 km autour du présent projet.

Elle indique par ailleurs, que « de nombreuses exploitations d'élevage de porcs sont présentes dans un rayon de 3 km dont 6 sont soumises à enregistrement et une à autorisation, notamment sur Steenwerck ; un élevage de volailles et un élevage de bovins sont soumis à autorisation, à Steenwerck. »

Par conséquent, la MRAE conclut que les impacts du projet sur la qualité des sols et des eaux par l'épandage des effluents d'élevage produits, ainsi que sur la qualité de l'air par les rejets d'ammoniac et poussières vont se cumuler avec les autres exploitations existantes.

En conséquence l'ARDD demande à ce que des études approfondies soient engagées de façon à analyser précisément les risques et que des solutions soient apportées pour conserver une qualité des sols identique à ce qu'elle est aujourd'hui et éviter un ajout à la pollution atmosphérique déjà importante sur notre territoire comme le montre le diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial de la CCFI édité en 2018.

Au-delà de ce projet, l'ARDD demande qu'un état des lieux général sur le territoire soit engagé avec l'ensemble des parties prenantes pour analyser les réelles possibilités d'implantation ou d'agrandissement de nouvelles exploitations agricoles garantissant la qualité des terres du territoire.

Artificialisation* et consommation d'espace

A l'heure où la France a fixé des objectifs d'imperméabilisation des sols tant au niveau de son Plan biodiversité¹ que des décisions prises pour lutter contre le changement climatique, le projet des établissements Walembourg envisage de passer de 1050 m² à 5600 m², soit, une augmentation de 5,33 fois de bétonisation du sol.

Cette extension fait donc partie de l'artificialisation des sols² liée aux 26 % des constructions en continuité d'un bâti existant et doit donc être pris en considération si l'on veut sérieusement prendre en compte et respecter les deux plans cités ci-dessus.

Il faut ajouter à cela la superficie nécessaire à la construction du local technique en pignon nord.

Même si l'artificialisation des sols est une notion neuve dans le débat public, les recommandations pour en ralentir les effets et se rapprocher de l'objectif de « zéro artificialisation nette (ZAN) »³ fixé par le Plan Biodiversité de 2018¹ indiquent un certain nombre de constats à prendre en compte dans les projets d'urbanisme. C'est le cas de ce projet d'aménagement même si la superficie peut paraître anodine.

¹ Plan Biodiversité : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/plan-biodiversite>

² Rapport Artificialisation des sols – France Stratégie :

<https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-rapport-2019-artificialisation-juillet.pdf>

³ Zéro Artificialisation Nette : <https://www.strategie.gouv.fr/publications/objectif-zero-artificialisation-nette-leviers-protéger-sols>

Enfin, la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC)⁴, introduite par la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) indique dans sa version révisée 2020⁵ qu'il est nécessaire de :

« ...prendre en compte les tensions qui pourraient se manifester à terme sur la disponibilité de la ressource en énergie décarbonée, ainsi que les externalités négatives telles que la pression sur les surfaces et l'artificialisation des sols... » - Orientation ECO 1 page 65

B. Stratégie page 72

« ... L'artificialisation des sols est un sujet à très fort enjeux pour l'atteinte de la neutralité carbone. Si l'objectif de moyen terme consiste à continuer à se développer dans l'enveloppe urbaine existante sans consommer de nouveaux espaces naturels, agricoles et forestiers, l'objectif de long terme est de stopper l'artificialisation nette des sols. Les travaux lancés dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 10 du plan de biodiversité permettront de définir l'horizon temporel pour atteindre l'objectif « zéro artificialisation nette » et les moyens proposés aux collectivités pour y parvenir. Les résultats seront intégrés dans la prochaine révision de la SNBC... » - c) Chapitre Urbanisme, aménagement - Orientation URB 1 : Contenir l'artificialisation des sols et réduire les émissions de carbone induites par l'urbanisation page 188

En conséquence, l'ARDD demande une compensation de la perte des terrains imperméabilisés par une surface équivalente qui sera dédiée directement à la sanctuarisation d'une zone dédiée à un espace naturel du type bosquet, haies, zone humide ou mare à recréer.

« L'artificialisation du territoire a des conséquences sur l'environnement qui engendre une perte de ressources en sol pour l'usage agricole et pour les espaces naturels. En imperméabilisant certains sols, elle peut également accélérer le ruissellement des eaux pluviales, accroître la vulnérabilité aux inondations et dégrader la qualité chimique et écologique des eaux. La destruction et la fragmentation des espaces naturels constituent par ailleurs une menace très forte pour la biodiversité. » (INSEE)⁶

Protection de l'eau et milieux humides

La MRAE précise que « les bâtiments d'élevage et toutes les communes concernées par le plan d'épandage sont situés en zone vulnérable au sens de la directive « Nitrates ».

Le stockage des fientes, le lavage des bâtiments et l'épandage peuvent polluer les eaux de surface et souterraines.

La création d'un nouveau bâtiment d'élevage et de nouvelles surfaces bétonnées sur l'exploitation induit une augmentation des rejets d'eaux pluviales (provenant des toitures), et des eaux de lavage des bâtiments à gérer sur le site. »

Concernant la gestion des eaux pluviales, l'ARDD demande à ce qu'une analyse des eaux de ruissellement soit effectuée une fois par trimestre de façon à assurer une mesure de prévention des risques de pollution par les eaux souillées qui seront rejetées directement dans le fossé situé au Nord et à l'Est du site. Il s'agit, en effet d'éviter de polluer les zones du territoire qui sont traversées par ces fossés.

Concernant les eaux de lavage et du fumier destinés à l'épandage, la MRAE constate une incohérence entre la surface d'épandage annoncée dans le dossier de présentation du projet, soit 160 ha et les

⁴ SNBC : La Stratégie Nationale Bas Carbone est la feuille de route de la France pour lutter contre le changement climatique. Elle donne les orientations pour mettre en œuvre, dans tous les secteurs d'activité, la transition vers une économie bas-carbone, circulaire et durable. Elle définit une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'en 2050 (neutralité) et fixe des objectifs à court- moyen terme en termes de budgets carbone. Elle vise à réduire l'empreinte carbone de la consommation des Français.

⁵ SNBC 2020 : https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2020-03-25_MTES_SNBC2.pdf

⁶ INSEE : Artificialisation des sols – Indicateurs de richesse nationale :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3281689?sommaire=3281778>

surfaces envisagées en période automnale après la culture des pommes de terre et des betteraves. Il s'avère que les surfaces correspondantes ne représentent que 48 hectares, soit environ un quart des surfaces nécessaires pour respecter la réglementation du plan national nitrate qui prévoit un seuil inférieur à 170 kg/an. Si le porteur du projet reste sur ces seuls terrains, les apports seraient alors de plus de 400 kg d'azote/ha.

La MRAE précise également que « *l'épandage devra être réalisé sur culture intermédiaire piège à nitrates (CIPAN1) car l'épandage sur sol nu est interdit. Ceci réduit encore les volumes épandables, puisque les quantités maximales autorisées en épandage sur CIPAN sont de 70 kg d'azote/hectare/an.* » Ce qui entraîne de facto un fort risque supplémentaire d'augmentation de pollution des eaux.

En conséquence, l'ARDD demande à ce que ce projet soit gelé tant que le porteur de projet n'apporte pas de solutions adaptées pour respecter la réglementation liée au plan national nitrate.

L'ARDD demande également à ce que des études techniques et des mesures soient proposées pour parvenir à un impact respectant les conditions réglementaires et évitant la pollution des eaux souterraines.

Milieux naturels et biodiversité

La Mission Régionale de l'Autorité Environnementale indique que : « ...Quatre îlots d'épandage sont inclus dans des ZNIEFF et certains îlots d'épandage sont localisés à proximité ou à l'intérieur de corridors écologiques, ou de réservoirs de biodiversité... »

« ...Certains îlots d'épandage sont localisés dans des zones à dominante humide, des zones humides du SAGE de la Lys. » - page 8 – II.4.1

Compte tenu de l'imprécision des données apportées à l'évaluation environnementale et à la prise en compte des milieux naturels comme on peut le remarquer à la lecture de l'avis de la MRAE concernant la prise en compte des sites Natura 2000. (II.4.1 Milieux naturels, dont Natura 2000 – 9)

En conséquence, comme pour la gestion de l'eau, l'ARDD demande à ce que ce projet soit gelé tant que les établissements Warembourg n'apportent pas une analyse claire et complète de référencement de la faune et de la flore situées à proximité et au sein des ZNIEFF (corridors biologiques ou réservoirs de biodiversité) où seront traités les déchets de l'exploitation par épandage. Le porteur du projet devra analyser les incidences de l'épandage des déchets sur la biodiversité et devra proposer des solutions de protection de ces zones d'épandage.

Qualité de l'air

Le projet est concerné par le plan de protection de l'atmosphère Nord-Pas-de-Calais. Les élevages contribuent à augmenter les gaz à effet de serre avec la production de dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄) et protoxyde d'azote (N₂O) notamment. La qualité de l'air est aussi dégradée avec l'émission d'ammoniac (NH₃).

Concernant l'ammoniac, l'étude produite indique que 10 629 kg/an seront produits du fait du nouveau projet, soit plus de 12 fois plus que pour l'ancienne exploitation. Cela signifie, dans l'hypothèse d'une exploitation en 2022, que **l'augmentation de la production d'ammoniac aura augmenté de 1200 % x 8 = 9600 %.**

Il y aura également une augmentation des émissions de PM₁₀ de 1 804 kg/an

Force est de constater que ce nouveau projet va à l'encontre des ambitions du plan air climat énergie territorial de la CCFI qui ambitionne une baisse en ammoniac de 4% en 2020 et de 13 % en 2030 et d'une baisse de particules fines en suspension (PM₁₀)⁷ correspondant au décret du 10 mai 2017 fixant les objectifs nationaux de réduction des émissions de polluants atmosphériques.

⁷ Voir Plan Climat Territorial de la CCFI

Pour cette raison, l'ARDD demande de revoir à la baisse le nombre d'emplacements afin de respecter les engagements du plan climat Air Energie de la CCFI en matière de pollution atmosphérique. L'ARDD ne peut envisager qu'une entreprise soit exemptée de respecter ces engagements et d'agir ainsi à l'encontre de l'intérêt de l'ensemble de la population de la CCFI, mais de notre département qui est le plus pollué de la France dans ce domaine.

Réchauffement climatique

Pour ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, on constate que 455,6 tonnes CO₂e/an seront produits avec la nouvelle installation, soit une augmentation de 4,6 fois plus qu'auparavant.

Là encore, l'ARDD constate que le projet va à l'encontre de tous les engagements en matière de lutte contre le réchauffement climatique et notamment du PCAET de la CCFI qui prévoit une baisse de 40 % d'ici 2030 et de 75 % d'ici 2050. Comment dès lors peut-on admettre qu'un entrepreneur puisse se trouver au-dessus des engagements publics en s'autorisant une production (installation 2022) de 3 680 % en 8 ans pour la seule perspective de 2030.

Bien évidemment, il y aurait à considérer les efforts produits avec l'énergie photovoltaïque ou encore la production de méthane qui n'est pas à prendre en compte pour ce projet puisque le biométhane est produit ailleurs. Seul, pourrait être pris en compte l'évitement d'une production de CH₄ qui se volatiliserait dans l'atmosphère si les déchets n'étaient dirigés dans un centre de méthanisation. On peut également prendre en compte la réduction de consommation énergétique dans les bâtiments d'élevage. Toutefois, si on prend en compte ces réductions d'émissions de gaz à effet de serre, il faut alors comptabiliser les émissions produites par les allées et venues des camions de transports de volailles, mais aussi de transports de déchets vers le centre de méthanisation et les zones d'épandage.

Malheureusement nous ne sommes pas en possession des données chiffrées pour le calcul d'un bilan carbone sérieux, mais cela ne compenserait pas du tout l'augmentation inconcevable aujourd'hui des émissions d'équivalents CO₂ envisagées (pour rappel les panneaux photovoltaïques envisagés équivalent à 1,5 tonnes CO₂/an, soit à peine 0,03 %).

Pour cette raison, l'ARDD demande, comme pour la qualité de l'air, de revoir à la baisse le nombre d'emplacements afin de respecter les engagements en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Pour rappel, la France s'est engagée vers la neutralité carbone d'ici 2050. Le projet en question en sera vraiment loin, en termes de contribution à l'œuvre nationale mais aussi en termes de neutralité ramenée à l'exploitation.

Bruit

Le projet ne présente aucune analyse préalable de la sonorité existante à ce jour. En conséquence, il ne sera pas possible de mesurer le bruit réel engendré par l'exploitation alors qu'il existe un tiers qui se situe à 100 mètres, à l'ouest de l'exploitation des futurs bâtiments de l'installation de la SARL WAREMBOURG ET FILS.

. Comme le préconise la MRAE, l'ARDD demande à ce que le porteur de projet procède à une étude acoustique complète par modélisation.

Conclusion de l'avis de l'ARDD

En conclusion et compte tenu :

- Des atteintes importantes portées au climat du fait d'une augmentation conséquente des gaz à effet de serre ; des atteintes conséquentes portées à la qualité de l'air ;
- Du manque d'informations et de données prenant en compte les exploitations similaires dans un rayon géographique très restreint ;
- Des risques encourus en matière de protection de l'eau et des milieux humides ;

- De l'augmentation de l'artificialisation des sols allant à l'encontre des objectifs « Zéro Artificialisation nette »
- Des risques encourus en matière de protection des milieux naturels et de la biodiversité ;
- des manques de données permettant d'analyser correctement le projet en matière de protection de l'environnement, de bilan carbone, de bruit,

L'ARDD demande que la SARL Warembourg et Fils à Steenwerck ne soit pas autorisée à réaliser le projet d'élevage de volailles de chair de 117 600 emplacements proposé en l'état.

L'ARDD demande à Monsieur le Préfet de rappeler aux établissements Warembourg et Fils de respecter les engagements de la France et plus localement de la CCFI afin de pouvoir prétendre à un projet qui s'inscrit dans le respect de la protection de l'eau, du respect des sols, de la lutte contre le réchauffement climatique et pour le respect de la qualité de l'air.

En cas d'autorisation du projet en l'état, l'ARDD n'exclut pas d'entamer les procédures nécessaires afin de faire respecter les engagements de la France, et plus localement, de la CCFI dans les domaines précités.

Glossaire et références

Glossaire

Artificialisation des sols (définition donnée par la Stratégie Nationale Bas Carbone ⁹) : processus de changement de l'usage des sols naturels ou agricoles par des actions d'aménagement vers des sols artificialisés (bâtiments, routes, parkings, jardins, chantiers...). L'artificialisation est notamment due à l'étalement urbain. Elle engendre une perte de ressources naturelles et agricoles, une fragmentation et un cloisonnement des milieux naturels défavorables à de nombreuses espèces et conduisant à la destruction des réseaux d'habitats naturels, et souvent une imperméabilisation des sols.